

L'État qui soutient



Emploi

94 entreprises en difficulté soutenues

553 contrats aidés

35 830 demandeurs d'emploi indemnisés au 30/11/2018

CRÉDIT D'IMPÔT 52,9 M€ reversés à 3 334 entreprises bénéficiaires en 2017

256 autorisations de travail accordées (Main d'oeuvre étrangère)

9 entreprises adaptées subventionnées

185 postes financés

2 463 064 €

30 structures d'insertion par l'activité économique subventionnées pour accompagner 1500 personnes en 2017

Logement



340 LOGEMENTS BÉNÉFICIAIRES DE LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE

1 300 ACTES D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT

665 000€ DE SUBVENTIONS DIRECTES POUR LA PRODUCTION DE LOGEMENTS SOCIAUX

572 AGRÈMENTS DE LOGEMENTS SOCIAUX DÉLIVRÉS

2,7 M€ DE SUBVENTIONS POUR 5,5 M € DE TRAVAUX POUR LES ENTREPRISES DE BTP LOCALES (ANAH)

99 LOGEMENTS BÉNÉFICIAIRES D'UNE ADAPTATION DU PARC PRIVÉ

Inclusion sociale

5 326 000 € D'AIDES FINANCIÈRES



750 000€ pour l'hébergement d'urgence (mise à l'abri immédiate des sans domicile fixe)

460 000€ au titre de la veille sociale

2 275 000€ pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (1^{er} pas vers l'autonomie)

Services rendus à l'utilisateur



1 MAISON DE L'ÉTAT



14 MAISONS DE SERVICE AU PUBLIC 10 ouvertes en 2018

2 690 titres de séjours délivrés

2 198 usagers reçus en commission médicale primaire

11 081 usagers reçus dans les points numériques de la préfecture et des 3 sous-préfectures

Collectivités locales



BILAN DES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT EN VOLUME ET PAR GRANDE CATÉGORIE D'AIDES :

DGF

176,2 M€

(communes, communautés de communes et d'agglomération, Département)

16,6 M€ MONTANT TOTAL DU SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT

SOUTIEN À L'ÉQUIPEMENT RURAL (DETR)

8,3 M€

280 projets

CPER

4,9 M€

(notamment pôle gare de Chartres, pôle gare de Dreux, MSP)

SOUTIEN À L'INVESTISSEMENT (DSIL)

3,4 M€

91 projets (dont 13 au titre des contrats de ruralité)

DOTATION POLITIQUE DE LA VILLE

1,768 M€

Patrimoine et architecture



4 963 560€

AIDE À LA RESTAURATION ET MISE EN VALEUR DES MONUMENTS HISTORIQUES

Devoir de mémoire Anciens combattants (ONACVG)



33 associations d'anciens combattants et victimes de guerre

35 000 ressortissants

165 dossiers « solidarité » instruits 178 800€ attribués

Éducation nationale



1^{er} DEGRÉ

334 ÉCOLES PUBLIQUES 40908 élèves

24 ÉCOLES PRIVÉES 4608 élèves

2nd DEGRÉ

58 ÉTABLISSEMENTS PUBLICS 39 COLLÈGES / 18 LYCÉES / 1 EREA 32474 élèves

16 ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS 5858 élèves

SCOLARISATION DES ÉLÈVES EN SITUATION DE HANDICAP

1 213 élèves

1 053 élèves

L'État facilitateur



170 339

déclarations de revenus en ligne



147 316

appels téléphoniques gérés par le centre de contact



81 406

messages électroniques reçus et traités par le centre de contact

Agriculture



96,9 M€

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE CRÉDITS VERSÉS



PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR

Place de la République CS 80537 28019 Chartres cedex

T : 02 37 27 72 00
F : 02 37 27 70 48

eure-et-loir.gouv.fr



Préfecture d'Eure-et-Loir

@Prefet28

2018

Rapport d'activité des services de l'État en Eure-et-Loir



PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

L'ÉTAT AU PLUS PRÈS DES EURÉLIENS



Tout au long de l'année 2018, les services de l'État en Eure-et-Loir se sont mobilisés à la fois dans leurs fonctions de protection, de contrôle et de soutien.

Ils ont ainsi œuvré pour la préservation de la tranquillité publique en luttant contre la délinquance, qu'elle touche les personnes ou, dans une moindre mesure, les biens. La prévention des risques, la lutte contre l'insécurité routière, l'un des fleaux de notre département, et la gestion de crise, notamment lors des inondations de juin 2018, ont également été au cœur de notre action.

Dans ses missions de contrôle, l'État a agi contre toutes les formes de fraude afin d'assurer la sécurité des consommateurs et de protéger l'environnement.

Mais l'État soutient aussi au quotidien les plus fragiles avec 5,3 millions d'euros pour l'inclusion sociale, 553 contrats aidés ; les entreprises avec 52,9 millions d'euros de crédits d'impôts ; les collectivités qui investissent avec 16,6 millions d'euros de subventions, et en leur accordant 176 millions d'euros de fonctionnement.

Les résultats présentés dans ce bilan témoignent une nouvelle fois du plein engagement des agents de l'État au service de l'intérêt général, des citoyens et du pays.

Sophie Brocas
PRÉFÈTE D'EURE-ET-LOIR

L'État qui protège

Préserver la tranquillité publique

Faits enregistrés par les forces de l'ordre

Délinquance générale



Faits constatés

Atteintes Volontaires à l'Intégrité Physique (violences)



Atteintes aux biens (cambriolages)



Escroqueries, infractions économiques et financières



Saisies

KG DE DROGUES SAISIÉS	ARMES SAISIÉS	AVOIRS CRIMINELS SAISIS
602	85	1 675 937€
61	12	832 578€

DONT 77,26% DE SECOURS À PERSONNE



100
ÉTRANGERS EN SITUATION IRRÉGULIÈRE RECONDUITS



31 185
INTERVENTIONS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Prévenir les risques

184
CONVENTIONS DE PARTICIPATION CITOYENNE SIGNÉES

143
AUTORISATIONS DE VIDÉOPROTECTION



472
VISITES D'ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC

22
JOURS D'ACTIVATION DE LA CELLULE DE CRISE (COD)

16 jours
de crises (neige, inondations, gilets jaunes)

6 jours
de festivités (fête de la Lumière, Tour de France)

1
EXERCICE DE CRISE MAJEURE

Lutter contre l'insécurité routière

SÉCURITÉ ROUTIÈRE TOUS RESPONSABLES



DÉCÈS PAR TYPE DE ROUTES



NOMBRE DE TUÉS PAR ÂGE



19%
DES ACCIDENTS SONT LIÉS À UNE VITESSE INADAPTÉE



7,7%
DES ACCIDENTS SONT LIÉS À L'ALCOOL



RÉALISATION PAR DES JEUNES EURÉLIENS DE 4 COURTS-MÉTRAGES SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE :

THÈMES ABORDÉS : Alcool, drogue, téléphone au volant et conduite sans protection d'un deux-roues motorisé.

OBJECTIF : Sécurité routière : une vigilance de tous les instants.

112
ACTIONS DE SENSIBILISATION EN 2018

66
SAISIÉS DE VÉHICULES

2 actions « lutte contre les rodéos »

2 457
SUSPENSIONS DE PERMIS DE CONDUIRE

L'État qui contrôle

Sécurité

Transports

232
contrôles de véhicules de transport routier (DREAL)

Sécurité sanitaire des consommateurs



2 941
prélèvements pour les eaux de boisson



831
prélèvements pour les eaux de loisirs



78
alertes de non-conformité de la qualité des eaux de loisirs

Garantir la tranquillité du consommateur



248
opérations de contrôle interministérielles vacances

Emploi

41
ACTIONS DE CONTRÔLE ANTI-FRAUDE
233 732 € DE PRÉJUDICES

37
CAS DE TRAVAIL DISSIMULÉ

1 351
CONTRÔLES DE L'INSPECTION DU TRAVAIL

Collectivités locales



24 000

ACTES TRANSMIS À LA PRÉFECTURE PAR VOIE DÉMATÉRIALISÉE

CONTRÔLE DE LÉGALITÉ

16 000 décisions des collectivités territoriales contrôlées

1 300 actes d'urbanisme et d'aménagement contrôlés

Environnement



215

CONTRÔLES DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



3
contrôles Eaux souterraines



94
contrôles conformité stations d'épuration



4
contrôles Pêche



5
contrôles Chasse



63
contrôles Forêt Plan simple de gestion



4
contrôles Forages



3
contrôles Continuité écologique



215
contrôles installations classées

*définition : action de sensibilisation à la sécurité routière qui est une alternative à la répression dès lors que l'excès de vitesse est inférieur à 20km/h au-dessus la vitesse maximale autorisée.